

EDJ 2017/1488

Tribunal de Justicia (UE) Sala 5ª, S 25-1-2017, n° C-367/2015

FICHA TÉCNICA

Procedimiento: Cuestión de prejudicialidad

Versión de texto vigente Texto actualmente vigente

VERSION OFICIAL EN FRANCÉS

SENTENCIA

Dans l'affaire C-367/15,

ayant pour objet une demande de décision préjudicielle au titre de l'article 267 TFUE, introduite par le S#d Najwy#szy (Cour suprême, Pologne), par décision du 15 mai 2015, parvenue à la Cour le 14 juillet 2015, dans la procédure

Stowarzyszenie « O#wska Telewizja Kablowa »

contre

Stowarzyszenie Filmowców Polskich,

LA COUR (cinquième chambre),

composée de M. J. L. da Cruz Vilaça, président de chambre, Mme M. Berger (rapporteur), MM. A. Borg Barthet, E. Levits et F. Biltgen, juges,

avocat général : Mme E. Sharpston,

greffier : M. K. Malacek, administrateur,

vu la procédure écrite et à la suite de l'audience du 14 juillet 2016,

considérant les observations présentées :

- pour Stowarzyszenie « O#wska Telewizja Kablowa », par M. R. Comi et Mme A. Comi, radcowie prawni,
- pour Stowarzyszenie Filmowców Polskich, par Mes W. Kulis et E. Traple, adwokaci,
- pour le gouvernement polonais, par MM. B. Majczyna, M. Drwi#ki et M. Nowak, en qualité d'agents,
- pour le gouvernement hellénique, par Mmes A. Magrippi et E. Tsaousi, en qualité d'agents,
- pour le gouvernement autrichien, par Mme C. Pesendorfer et M. G. Eberhard, en qualité d'agents,
- pour la Commission européenne, par Mme J. Hottiaux et M. F. Wilman, en qualité d'agents,

ayant entendu l'avocat général en ses conclusions à l'audience du 24 novembre 2016,

rend le présent

Arrêt

1 La demande de décision préjudicielle porte sur l'interprétation de l'article 13 de la directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil, du 29 avril 2004, relative au respect des droits de propriété intellectuelle (JO 2004, L 157, p. 45, et rectificatif JO 2004, L 195, p. 16).

2 Cette demande a été présentée dans le cadre d'un litige opposant Stowarzyszenie « O#wska Telewizja Kablowa », établi à O#wa (Pologne) (ci-après « OTK ») à Stowarzyszenie Filmowców Polskich, établi à Varsovie (Pologne) (ci-après « SFP »), au sujet d'une action en contrefaçon de droits de propriété intellectuelle.

Le cadre juridique

Le droit international

3 L'article 1er, paragraphe 1, de l'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), du 15 avril 1994 (JO 1994, L 336, p. 214, ci-après l'« accord sur les ADPIC »), qui constitue l'annexe 1 C de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (JO 1994, L 336, p. 3), prévoit :

« Les Membres donneront effet aux dispositions du présent accord. Les Membres pourront, sans que cela soit une obligation, mettre en œuvre dans leur législation une protection plus large que ne le prescrit le présent accord, à condition que cette protection ne contrevienne pas aux dispositions dudit accord. [...] »

4 L'article 19 de la convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (acte de Paris du 24 juillet 1971), dans sa version résultant de la modification du 28 septembre 1979 (ci-après la « convention de Berne »), dispose :

« Les dispositions de la présente Convention n'empêchent pas de revendiquer l'application de dispositions plus larges qui seraient édictées par la législation d'un pays de l'Union. »

5 Aux termes de l'article 2, paragraphe 2, de la convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, faite à Rome le 26 octobre 1961 (ci-après la « convention de Rome ») :

« Le traitement national sera accordé, compte tenu de la protection expressément garantie et des limitations expressément prévues dans la présente Convention. »

Le droit de l'Union

6 Les considérants 3, 5 à 7, 10 et 26 de la directive 2004/48 sont ainsi libellés :

« (3) [...] sans moyens efficaces de faire respecter les droits de propriété intellectuelle, l'innovation et la création sont découragées et les investissements réduits. Il est donc nécessaire de veiller à ce que le droit matériel de la propriété intellectuelle [...] soit effectivement appliqué dans [l'Union]. À cet égard, les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle revêtent une importance capitale pour le succès du marché intérieur.

[...]

(5) L'accord sur les ADPIC contient notamment des dispositions relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle, qui constituent des normes communes applicables sur le plan international et mises en œuvre dans tous les États membres. La présente directive ne devrait pas affecter les obligations internationales des États membres y compris celles résultant de l'accord sur les ADPIC.

(6) Il existe, par ailleurs, des conventions internationales auxquelles tous les États membres sont parties et qui contiennent également des dispositions relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Tel est notamment le cas de la convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, de la convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques et de la convention de Rome sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion.

(7) Il ressort des consultations engagées par la Commission sur cette question que, dans les États membres, et en dépit des dispositions de l'accord sur les ADPIC, il existe encore des disparités importantes en ce qui concerne les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Ainsi, les modalités d'application des mesures provisoires qui sont utilisées notamment pour sauvegarder les éléments de preuve, le calcul des dommages-intérêts ou encore les modalités d'application des procédures en cessation des atteintes aux droits de propriété intellectuelle connaissent des variations importantes d'un État membre à l'autre. Dans certains États membres, il n'existe pas de mesures, procédures et réparations telles que le droit d'information et le rappel, aux frais du contrevenant, des marchandises contrefaisantes mises sur le marché.

[...]

(10) L'objectif de la présente directive est de rapprocher ces législations afin d'assurer un niveau de protection élevé, équivalent et homogène de la propriété intellectuelle dans le marché intérieur.

[...]

(26) En vue de réparer le préjudice subi du fait d'une atteinte commise par un contrevenant qui s'est livré à une activité portant une telle atteinte en le sachant ou en ayant des motifs raisonnables de le savoir, le montant des dommages-intérêts octroyés au titulaire du droit devrait prendre en considération tous les aspects appropriés, tels que le manque à gagner subi par le titulaire du droit ou les bénéfices injustement réalisés par le contrevenant et, le cas échéant, tout préjudice moral causé au titulaire du droit. Le montant des dommages-intérêts pourrait également être calculé, par exemple dans les cas où il est difficile de déterminer le montant du préjudice véritablement subi, à partir d'éléments tels que les redevances ou les droits qui auraient été dus si le contrevenant avait demandé l'autorisation d'utiliser le droit de propriété intellectuelle en question. Le but est non pas d'introduire une obligation de prévoir des dommages-intérêts punitifs, mais de permettre un dédommagement fondé sur une base objective tout en tenant compte des frais encourus par le titulaire du droit tels que les frais de recherche et d'identification. »

7 L'article 2 de la directive 2004/48, intitulé « Champ d'application », dispose :

« 1. Sans préjudice des moyens prévus ou pouvant être prévus dans la législation [de l'Union] ou nationale, pour autant que ces moyens soient plus favorables aux titulaires de droits, les mesures, procédures et réparations prévues par la présente directive s'appliquent, conformément à l'article 3, à toute atteinte aux droits de propriété intellectuelle prévue par la législation [de l'Union] et/ou la législation nationale de l'État membre concerné.

[...]

3. La présente directive n'affecte pas :

[...]

b) les obligations découlant, pour les États membres, des conventions internationales, et notamment de l'accord sur les ADPIC, y compris celles relatives aux procédures pénales et aux sanctions applicables ;

[...] »

8 Aux termes de l'article 3 de cette directive, intitulé « Obligation générale » :

« 1. Les États membres prévoient les mesures, procédures et réparations nécessaires pour assurer le respect des droits de propriété intellectuelle visés par la présente directive. Ces mesures, procédures et réparations doivent être loyales et équitables, ne doivent pas être inutilement complexes ou coûteuses et ne doivent pas comporter de délais déraisonnables ni entraîner de retards injustifiés.

2. Les mesures, procédures et réparations doivent également être effectives, proportionnées et dissuasives et être appliquées de manière à éviter la création d'obstacles au commerce légitime et à offrir des sauvegardes contre leur usage abusif. »

9 L'article 13, paragraphe 1, de ladite directive, intitulé « Dommages-intérêts », prévoit :

« Les États membres veillent à ce que, à la demande de la partie lésée, les autorités judiciaires compétentes ordonnent au contrevenant qui s'est livré à une activité contrefaisante en le sachant ou en ayant des motifs raisonnables de le savoir de verser au titulaire du droit des dommages-intérêts adaptés au préjudice que celui-ci a réellement subi du fait de l'atteinte.

Lorsqu'elles fixent les dommages-intérêts, les autorités judiciaires :

a) prennent en considération tous les aspects appropriés tels que les conséquences économiques négatives, notamment le manque à gagner, subies par la partie lésée, les bénéfices injustement réalisés par le contrevenant et, dans des cas appropriés, des éléments autres que des facteurs économiques, comme le préjudice moral causé au titulaire du droit du fait de l'atteinte,

ou

b) à titre d'alternative, peuvent décider, dans des cas appropriés, de fixer un montant forfaitaire de dommages-intérêts, sur la base d'éléments tels que, au moins, le montant des redevances ou droits qui auraient été dus si le contrevenant avait demandé l'autorisation d'utiliser le droit de propriété intellectuelle en question. »

Le droit polonais

10 L'article 79, paragraphe 1, de la ustawa o prawie autorskim i prawach pokrewnych (loi sur le droit d'auteur et les droits voisins), du 4 février 1994 (texte consolidé, Dz. U. de 2006, n° 90, position 631), dans sa version en vigueur à la date de l'introduction du recours au principal (ci-après l'« UPAPP »), prévoyait :

« (1) Le titulaire des droits patrimoniaux d'auteur auxquels il a été porté atteinte peut exiger de la personne ayant porté atteinte à ces droits :

[...]

3. la réparation du préjudice causé :

a) sur la base des principes généraux en la matière ou,

b) moyennant le versement d'une somme correspondant au double, ou, en cas d'atteinte fautive aux droits patrimoniaux d'auteur, au triple de la rémunération appropriée qui aurait été due, au moment où elle est demandée, au titre de l'autorisation d'utilisation de l'œuvre octroyée par le titulaire des droits ;

[...] »

Le litige au principal et la question préjudicielle

11 SFP est un organisme de gestion collective des droits d'auteur agréé en Pologne et habilité à gérer ainsi qu'à protéger les droits d'auteur d'œuvres audiovisuelles. OTK diffuse, quant à lui, des programmes de télévision par l'intermédiaire du réseau câblé sur le territoire de la ville d'Ośwa (Pologne).

12 Après la résiliation, le 30 décembre 1998, d'un contrat de licence définissant les règles de rémunération entre les parties au principal, OTK a continué à faire usage d'œuvres protégées par le droit d'auteur et a saisi la Komisja Prawa Autorskiego (commission du droit d'auteur, Pologne) d'une demande tendant, en substance, à la fixation de la rémunération due pour l'usage des droits d'auteur gérés par SFP. Par une décision du 6 mars 2009, cette commission a fixé ladite rémunération à 1,6 % des recettes nettes hors taxe sur la valeur ajoutée réalisées par OTK dans le cadre de sa retransmission d'œuvres par câble, à l'exclusion de certains frais encourus par ce dernier. OTK ayant lui-même procédé à un calcul du montant dû sur ce fondement, il a versé à SFP la somme de 34 312,69 zlotys polonais (PLN) (environ 7 736,11 euros) au titre des recettes perçues pour la période allant de l'année 2006 à l'année 2008.

13 Le 12 janvier 2009, SFP a introduit un recours contre OTK, par lequel il demandait, sur le fondement, notamment, de l'article 79, paragraphe 1, point 3, sous b), de l'UPAPP, l'interdiction, jusqu'à la conclusion d'un nouveau contrat de licence, de la retransmission, par OTK, des œuvres audiovisuelles protégées, ainsi que la condamnation de ce dernier à lui verser la somme de 390 337,50 PLN (environ 88 005,17 euros), majorée des intérêts légaux.

14 Par jugement du 11 août 2009, le S#d Okr#owy we Wroc#wiu (tribunal régional de Wrocław, Pologne) a condamné OTK à payer à SFP la somme de 160 275,69 PLN (environ 36 135,62 euros), majorée des intérêts légaux, et a, en substance, rejeté le recours pour le surplus. Les appels introduits par les deux parties au principal contre ce jugement ayant été rejetés, ces dernières ont chacune formé un pourvoi en cassation. Par arrêt du 15 juin 2011, le S#d Najwy#szy (Cour suprême, Pologne) a toutefois renvoyé l'affaire, pour un nouvel examen, devant le S#d Apelacyjny we Wroc#wiu (cour d'appel de Wrocław, Pologne), qui a, le 19 décembre 2011, rendu un deuxième arrêt. Ce dernier arrêt a également été annulé par le S#d Najwy#szy (Cour suprême) dans le cadre d'un pourvoi en cassation et l'affaire a de nouveau été renvoyée devant le S#d Apelacyjny we Wroc#wiu (cour d'appel) pour un nouvel examen. L'arrêt rendu par la suite par cette dernière juridiction a fait l'objet d'un pourvoi en cassation introduit par OTK.

15 Amené, dans le cadre de ce dernier pourvoi, à examiner l'affaire pour la troisième fois, le S#d Najwy#szy (Cour suprême) nourrit des doutes en ce qui concerne la conformité de l'article 79, paragraphe 1, point 3, sous b), de l'UPAPP avec l'article 13 de la directive 2004/48. En effet, cette disposition de l'UPAPP prévoirait la possibilité, à la demande d'un titulaire de droits patrimoniaux d'auteur auxquels il a été porté atteinte, d'une indemnisation moyennant le versement d'une somme correspondant au double ou au triple de la rémunération appropriée. Ladite disposition comporterait donc une forme de sanction.

16 Par ailleurs, la juridiction de renvoi se pose la question de savoir si le dédommagement, prévu par la directive 2004/48, du titulaire d'un droit patrimonial d'auteur exige que ce titulaire apporte la preuve du fait générateur du préjudice, du préjudice subi et de son ampleur, du lien de causalité entre le fait générateur et le préjudice ainsi que du caractère fautif des actes de l'auteur de l'atteinte.

17 Dans ces conditions, le S#d Najwy#szy (Cour suprême) a décidé de surseoir à statuer et de poser à la Cour la question préjudicielle suivante :

« L'article 13 de la directive 2004/48 peut-il être interprété en ce sens que le titulaire de droits patrimoniaux d'auteur auxquels il a été porté atteinte a la possibilité de demander réparation du dommage qui lui a été causé sur la base des principes généraux en la matière ou bien, sans qu'il soit nécessaire de démontrer le préjudice et le lien de causalité entre le fait à l'origine de l'atteinte au droit d'auteur et le préjudice subi, de demander le paiement d'une somme correspondant au double ou, en cas d'atteinte fautive au droit d'auteur, au triple de la rémunération appropriée, alors que l'article 13 de la directive 2004/48 prévoit que la juridiction statue sur les dommages-intérêts en tenant compte des aspects mentionnés à l'article 13, paragraphe 1, sous a), et, uniquement à titre d'alternative, qu'elle peut décider, dans des cas appropriés, de fixer un montant forfaitaire de dommages-intérêts, sur la base des éléments mentionnés à l'article 13, paragraphe 1, sous b), de cette directive ? Est-il possible, au regard de l'article 13 de la directive 2004/48, d'octroyer, à la demande de la partie concernée, des dommages-intérêts forfaitaires dont le montant est défini à l'avance et qui constituent le double ou le triple de la rémunération appropriée, sachant que le considérant 26 de son préambule précise que le but de la directive n'est pas d'introduire des dommages-intérêts punitifs ? »

Sur la question préjudicielle

18 Par sa question, la juridiction de renvoi demande, en substance, si l'article 13 de la directive 2004/48 doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à une réglementation nationale, telle que celle en cause au principal, selon laquelle le titulaire d'un droit de propriété intellectuelle lésé peut choisir de demander à la personne qui a porté atteinte à ce droit, soit la réparation du dommage qu'il a subi en tenant compte de tous les aspects appropriés du cas d'espèce, soit, sans qu'il doive démontrer le préjudice effectif et le lien de causalité entre le fait à l'origine de cette atteinte et le préjudice subi, le paiement d'une somme correspondant au double ou, en cas d'atteinte fautive, au triple de la rémunération appropriée qui aurait été due au titre d'une autorisation d'utilisation de l'œuvre concernée.

19 À titre liminaire, il y a lieu de préciser que, après l'adoption de la décision de renvoi dans la présente affaire, la disposition nationale en cause au principal, à savoir l'article 79, paragraphe 1, point 3, sous b), de l'UPAPP, a été déclarée partiellement inconstitutionnelle par un arrêt, du 23 juin 2015, du Trybunał Konstytucyjny (Cour constitutionnelle, Pologne), dans la mesure où cette disposition permettait au titulaire d'un droit patrimonial d'auteur lésé de réclamer, dans le cas d'une atteinte fautive, le versement d'une somme correspondant au triple de la rémunération appropriée. Ainsi, la décision du Trybunał Konstytucyjny (Cour constitutionnelle) ayant un effet rétroactif, la question préjudicielle, en tant qu'elle vise une réglementation déclarée inconstitutionnelle, est devenue hypothétique et, partant, irrecevable.

20 La juridiction de renvoi ayant néanmoins maintenu sa question préjudicielle, celle-ci doit, dès lors, être comprise comme visant à déterminer si l'article 13 de la directive 2004/48 doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à une réglementation nationale qui prévoit la possibilité de demander le paiement d'une somme correspondant au double d'une rémunération appropriée qui aurait été due au titre de l'autorisation d'utilisation de l'œuvre concernée (ci-après la « redevance hypothétique »).

21 Il convient, tout d'abord, de relever que la directive 2004/48, comme il ressort de son considérant 3, vise une application effective du droit matériel de la propriété intellectuelle dans l'Union européenne. Ainsi, l'article 3, paragraphe 2, de cette directive dispose, notamment, que les mesures, les procédures et les réparations prévues par les États membres doivent être effectives, proportionnées et dissuasives.

22 Si le considérant 10 de la directive 2004/48 fait état, dans ce contexte, de l'objectif consistant à assurer un niveau de protection élevé, équivalent et « homogène » de la propriété intellectuelle dans le marché intérieur, il n'en demeure pas moins que ladite directive s'applique, ainsi qu'il ressort de son article 2, paragraphe 1, sans préjudice des moyens prévus ou pouvant être prévus, notamment, dans la législation nationale, pour autant que ces moyens soient plus favorables aux titulaires de droits. À cet égard, il résulte sans ambiguïté

du considérant 7 de cette directive que la notion de « moyen » employée revêt un caractère générique, englobant le calcul de dommages-intérêts.

23 Par conséquent, et ainsi que la Cour l'a déjà jugé, la directive 2004/48 consacre un standard minimal concernant le respect des droits de propriété intellectuelle et n'empêche pas les États membres de prévoir des mesures plus protectrices (voir arrêt du 9 juin 2016, Hansson, C-481/14, EU:C:2016:419, points 36 et 40).

24 Ensuite, conformément aux considérants 5 et 6 ainsi qu'à l'article 2, paragraphe 3, sous b), de la directive 2004/48, aux fins de l'interprétation des dispositions de celle-ci, doivent être prises en considération des obligations résultant, pour les États membres, des conventions internationales, dont le traité sur les ADPIC, la convention de Berne et la convention de Rome, qui pourraient s'appliquer au litige au principal. Or, tant l'article 1er de l'accord sur les ADPIC que l'article 19 de la convention de Berne et l'article 2 de la convention de Rome permettent aux États contractants d'accorder aux titulaires des droits concernés une protection plus étendue que celle prévue par ces instruments respectifs.

25 Dès lors, l'article 13, paragraphe 1, second alinéa, sous b), de la directive 2004/48 doit être interprété en ce sens qu'il ne s'oppose pas à une réglementation nationale, telle que celle en cause au principal, prévoyant que le titulaire des droits patrimoniaux d'auteur auxquels il a été porté atteinte peut exiger de la personne ayant violé ces droits la réparation du préjudice causé moyennant le versement d'une somme correspondant au double d'une redevance hypothétique.

26 Cette interprétation ne saurait être remise en cause par le fait, premièrement, qu'une indemnisation calculée sur la base du double de la redevance hypothétique n'est pas exactement proportionnelle au préjudice réellement subi par la partie lésée. En effet, cette caractéristique est inhérente à toute indemnisation forfaitaire, à l'instar de celle expressément prévue à l'article 13, paragraphe 1, second alinéa, sous b), de la directive 2004/48.

27 Deuxièmement, ladite interprétation n'est pas non plus remise en cause par le fait que la directive 2004/48, ainsi que cela ressort de son considérant 26, n'a pas pour but d'introduire une obligation consistant à prévoir des dommages-intérêts punitifs.

28 En effet, d'une part, contrairement à ce que paraît considérer la juridiction de renvoi, le fait que la directive 2004/48 ne comporte pas d'obligation, pour les États membres, de prévoir des dommages-intérêts dits « punitifs » ne saurait être interprétée comme une interdiction d'introduire une telle mesure.

29 D'autre part, et sans qu'il soit nécessaire de statuer sur la question de savoir si l'introduction de dommages-intérêts dits « punitifs » serait ou non contraire à l'article 13 de la directive 2004/48, il n'apparaît pas que la disposition applicable au principal comporte une obligation de verser de tels dommages-intérêts.

30 Ainsi, il convient d'observer que le simple versement, dans l'hypothèse d'une atteinte à un droit de propriété intellectuelle, de la redevance hypothétique n'est pas à même de garantir une indemnisation de l'intégralité du préjudice réellement subi, étant donné que le paiement de cette redevance, à lui seul, n'assurerait ni le remboursement d'éventuels frais liés à la recherche et à l'identification de possibles actes de contrefaçon, évoqués au considérant 26 de la directive 2004/48, ni l'indemnisation d'un possible préjudice moral (voir, à ce dernier égard, arrêt du 17 mars 2016, Liffers, C-99/15, EU:C:2016:173, point 26), ni encore le versement d'intérêts sur les montants dus. En effet, OTK a confirmé, lors de l'audience, que le versement du double de la redevance hypothétique équivaut en pratique à un dédommagement dont le montant reste en deçà de ce que le titulaire pourrait réclamer sur le fondement des « principes généraux », au sens de l'article 79, paragraphe 1, point 3, sous a), de l'UPAPP.

31 Il ne peut, certes, être exclu que, dans des cas exceptionnels, le remboursement d'un préjudice calculé sur le fondement du double de la redevance hypothétique dépasse si clairement et considérablement le préjudice réellement subi de telle sorte qu'une demande en ce sens pourrait constituer un abus de droit, interdit par l'article 3, paragraphe 2, de la directive 2004/48. Il ressort, toutefois, des observations formulées par le gouvernement polonais lors de l'audience que, selon la réglementation applicable au principal, le juge polonais, dans une telle hypothèse, ne serait pas lié par la demande du titulaire du droit lésé.

32 Enfin, troisièmement, s'agissant de l'argument selon lequel la partie lésée, en ce qu'elle pourrait calculer les dommages-intérêts sur la base du double de la redevance hypothétique, n'aurait plus à démontrer le lien de causalité entre le fait à l'origine de l'atteinte au droit d'auteur et le préjudice subi, force est de constater que cet argument repose sur une interprétation excessivement stricte de la notion de « causalité », selon laquelle le titulaire du droit lésé devrait établir un lien de causalité entre ce fait et non seulement le préjudice subi, mais également le montant précis auquel ce dernier s'élève. Or, une telle interprétation est inconciliable avec l'idée même d'une fixation forfaitaire des dommages-intérêts et, partant, avec l'article 13, paragraphe 1, second alinéa, sous b), de la directive 2004/48, qui permet ce type d'indemnisation.

33 Eu égard à ce qui précède, il y a lieu de répondre à la question posée que l'article 13 de la directive 2004/48 doit être interprété en ce sens qu'il ne s'oppose pas à une réglementation nationale, telle que celle en cause au principal, selon laquelle le titulaire d'un droit de propriété intellectuelle lésé peut demander à la personne qui a porté atteinte à ce droit soit la réparation du dommage qu'il a subi, en tenant compte de tous les aspects appropriés du cas d'espèce, soit, sans que ce titulaire doive démontrer le préjudice effectif, le paiement d'une somme correspondant au double de la rémunération appropriée qui aurait été due au titre d'une autorisation d'utilisation de l'œuvre concernée.

Sur les dépens

34 La procédure revêtant, à l'égard des parties au principal, le caractère d'un incident soulevé devant la juridiction de renvoi, il appartient à celle-ci de statuer sur les dépens. Les frais exposés pour soumettre des observations à la Cour, autres que ceux desdites parties, ne peuvent faire l'objet d'un remboursement.

Par ces motifs, la Cour (cinquième chambre) dit pour droit :

L'article 13 de la directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil, du 29 avril 2004, relative au respect des droits de propriété intellectuelle, doit être interprété en ce sens qu'il ne s'oppose pas à une réglementation nationale, telle que celle en cause au principal, selon laquelle le titulaire d'un droit de propriété intellectuelle lésé peut demander à la personne qui a porté atteinte à ce droit soit la réparation du dommage qu'il a subi, en tenant compte de tous les aspects appropriés du cas d'espèce, soit, sans que ce titulaire doive démontrer le préjudice effectif, le paiement d'une somme correspondant au double de la rémunération appropriée qui aurait été due au titre d'une autorisation d'utilisation de l'œuvre concernée.

Signatures

<> Langue de procédure : le polonais.

Fuente: <http://curia.europa.eu>. Carácter gratuito y no auténtico.

SENTENCIA

En el asunto C-367/15,

que tiene por objeto una petición de decisión prejudicial planteada, con arreglo al artículo 267 TFUE, por el Sąd Najwyższy (Tribunal Supremo, Polonia), mediante resolución de 15 de mayo de 2015, recibida en el Tribunal de Justicia el 14 de julio de 2015, en el procedimiento entre

Stowarzyszenie «Ośwska Telewizja Kablowa»

y

Stowarzyszenie Filmowców Polskich,

EL TRIBUNAL DE JUSTICIA (Sala Quinta),

integrado por el Sr. J.L. da Cruz Vilaça, Presidente de Sala, y la Sra. M. Berger (Ponente) y los Sres. A. Borg Barthet, E. Levits y F. Biltgen, Jueces;

Abogado General: Sra. E. Sharpston;

Secretario: Sr. K. Malacek, administrador;

habiendo considerado los escritos obrantes en autos y celebrada la vista el 14 de julio de 2016;

consideradas las observaciones presentadas:

- en nombre de Stowarzyszenie «Ośwska Telewizja Kablowa», por el Sr. R. Comi y la Sra. A. Comi, radcowie prawni;
- en nombre de la Stowarzyszenie Filmowców Polskich, por el Sr. W. Kulis y la Sra. E. Traple, adwokaci;
- en nombre del Gobierno polaco, por los Sres. B. Majczyna, M. Drwiński y M. Nowak, en calidad de agentes;
- en nombre del Gobierno helénico, por las Sras. A. Magrippi y E. Tsaousi, en calidad de agentes;
- en nombre del Gobierno austriaco, por la Sra. C. Pesendorfer y el Sr. G. Eberhard, en calidad de agentes;
- en nombre de la Comisión Europea, por la Sra. J. Hottiaux y el Sr. F. Wilman, en calidad de agentes;

oídas las conclusiones de la Abogado General, presentadas en audiencia pública el 24 de noviembre de 2016;

dicta la siguiente

Sentencia

1 La petición de decisión prejudicial versa sobre la interpretación del artículo 13 de la Directiva 2004/48/CE del Parlamento Europeo y del Consejo, de 29 de abril de 2004, relativa al respeto de los derechos de propiedad intelectual (DO 2004, L 157, p. 45; corrección de errores en DO 2004, L 195, p. 16).

2 Esta petición fue presentada en el marco de un litigio entre Stowarzyszenie «Ośwska Telewizja Kablowa», con domicilio social en Ośwa (Polonia) (en lo sucesivo, «OTK»), y la Stowarzyszenie Filmowców Polskich, con domicilio en Varsovia (Polonia) (en lo sucesivo, «SFP»), respecto a una acción por violación de derechos de propiedad intelectual.

Marco jurídico

Derecho internacional

3 El artículo 1, apartado 1, del Acuerdo sobre los aspectos de los derechos de propiedad intelectual relacionados con el comercio (ADPIC), de 15 de abril de 1994 (DO 1994, L 336, p. 214; en lo sucesivo, «Acuerdo sobre los ADPIC»), que constituye el anexo 1 C del Acuerdo por el que se establece la Organización Mundial del Comercio (OMC) (DO 1994, L 336, p. 3), estipula lo siguiente:

«Los Miembros aplicarán las disposiciones del presente Acuerdo. Los Miembros podrán prever en su legislación, aunque no estarán obligados a ello, una protección más amplia que la exigida por el presente Acuerdo, a condición de que tal protección no infrinja las disposiciones del mismo. [...]»

4 El artículo 19 del Convenio de Berna para la Protección de las Obras Literarias y Artísticas (Acta de París de 24 de julio de 1971), en su versión resultante de la modificación de 28 de septiembre de 1979 (en lo sucesivo, «Convenio de Berna»), titulado «Protección más amplia que la derivada del Convenio», establece lo siguiente:

«Las disposiciones del presente Convenio no impedirán reivindicar la aplicación de disposiciones más amplias que hayan sido dictadas por la legislación de alguno de los países de la Unión.»

5 Con arreglo al artículo 2, apartado 2, de la Convención Internacional sobre la Protección de los Artistas Intérpretes o Ejecutantes, los Productores de Fonogramas y los Organismos de Radiodifusión, hecha en Roma el 26 de octubre de 1961 (en lo sucesivo, «Convención de Roma»):

«El -mismo trato que a los nacionales- estará sujeto a la protección expresamente concedida y a las limitaciones concretamente previstas en la presente Convención.»

Derecho de la Unión

6 Los considerandos 3, 5 a 7, 10 y 26 de la Directiva 2004/48 tienen el siguiente tenor:

«(3) [...] sin medios eficaces de tutela de los derechos de propiedad intelectual, la innovación y la creación se desincentivan y las inversiones se reducen. Por consiguiente, es preciso garantizar que el Derecho sustantivo de propiedad intelectual [...] se aplique de manera efectiva en la [Unión]. A este respecto, los medios de tutela de los derechos de propiedad intelectual tienen una importancia capital para el éxito del mercado interior.

[...]

(5) El Acuerdo sobre los ADPIC contiene, entre otras, disposiciones relativas a los medios de tutela de los derechos de propiedad intelectual, que constituyen normas comunes aplicables a nivel internacional y se ponen en práctica en todos los Estados miembros. La presente Directiva no debe afectar a las obligaciones internacionales de los Estados miembros, incluidas las contraídas en virtud del Acuerdo sobre los ADPIC.

(6) Por otro lado, hay una serie de convenios internacionales de los que son parte todos los Estados miembros y que contienen igualmente disposiciones relativas a los medios de tutela de los derechos de propiedad intelectual. Se trata del Convenio de París para la protección de la propiedad industrial, el Convenio de Berna para la protección de las obras literarias y artísticas y la Convención de Roma sobre la protección de los artistas intérpretes o ejecutantes, los productores de fonogramas y los organismos de radiodifusión.

(7) De las consultas realizadas por la Comisión sobre esta cuestión se desprende que en los Estados miembros aún persisten, pese al Acuerdo sobre los ADPIC, importantes disparidades por lo que respecta a los medios de tutela de los derechos de propiedad intelectual. Así, de un Estado miembro a otro varía considerablemente la forma de aplicar las medidas provisionales que se utilizan principalmente para proteger las pruebas, y lo mismo sucede con el cálculo de los daños y perjuicios o las formas de aplicación de los mandamientos judiciales. En algunos Estados miembros no existen medidas, procedimientos ni recursos como el derecho de información y la retirada, a expensas del infractor, de las mercancías litigiosas que hubieran accedido al mercado.

[...]

(10) El objetivo de la presente Directiva es aproximar dichas legislaciones para garantizar un nivel de protección de la propiedad intelectual elevado, equivalente y homogéneo en el mercado interior.

[...]

(26) Con el fin de reparar el perjuicio sufrido debido a una infracción cometida por un infractor que haya realizado una actividad que constituya una infracción de este tipo a sabiendas o con motivos razonables para saberlo, el importe de la indemnización por daños y perjuicios concedida al titular debe tener en cuenta todos los aspectos pertinentes, como los beneficios dejados de obtener por el titular del derecho o los beneficios ilícitos obtenidos por el infractor, así como, cuando proceda, el daño moral ocasionado al titular. O como alternativa cuando, por ejemplo, sea difícil determinar el importe del perjuicio realmente sufrido, el importe de la indemnización podría inferirse de elementos como los cánones o derechos que se le adeudarían si el infractor hubiera pedido la autorización de utilizar el derecho de propiedad intelectual de que se trate. El objetivo no es instaurar una obligación de establecer indemnizaciones punitivas, sino permitir una indemnización basada en un criterio objetivo, teniendo en cuenta al mismo tiempo los gastos realizados por el titular, como los gastos de identificación e investigación.»

7 El artículo 2 de la Directiva 2004/48, titulado «Ímbito de aplicación», prescribe lo siguiente:

«1. Sin perjuicio de los medios establecidos o que puedan establecerse en la legislación [de la Unión] o nacional, siempre que dichos medios sean más favorables a los titulares de derechos, las medidas, procedimientos y recursos que establece la presente Directiva se

aplicarán, de conformidad con lo dispuesto en el artículo 3, a todas las infracciones de los derechos de propiedad intelectual tal y como estén previstos en el Derecho [de la Unión] o en el Derecho nacional del Estado miembro de que se trate.

[...]

3. La presente Directiva no afectará a:

[...]

b) las obligaciones internacionales de los Estados miembros, en particular el Acuerdo sobre los ADPIC, incluidas las relativas a procedimientos y sanciones penales;

[...]».

8 En virtud del artículo 3 de la referida Directiva, titulado «Obligación general»:

«1. Los Estados miembros establecerán las medidas, procedimientos y recursos necesarios para garantizar el respeto de los derechos de propiedad intelectual a los que se refiere la presente Directiva. Dichas medidas, procedimientos y recursos serán justos y equitativos, no serán inútilmente complejos o gravosos, ni comportarán plazos injustificables o retrasos innecesarios.

2. Dichas medidas, procedimientos y recursos serán asimismo efectivos, proporcionados y disuasorios, y se aplicarán de tal modo que se evite la creación de obstáculos al comercio legítimo y se ofrezcan salvaguardias contra su abuso.»

9 El artículo 13 de la mencionada Directiva, titulado «Daños y perjuicios», preceptúa lo siguiente en su apartado 1:

«Los Estados miembros garantizarán que las autoridades judiciales competentes ordenen, a instancia de la parte perjudicada, al infractor que, a sabiendas o con motivos razonables para saberlo, haya intervenido en una actividad infractora, el pago al titular del derecho de una indemnización adecuada a los daños y perjuicios efectivos que haya sufrido como consecuencia de la infracción.

Cuando las autoridades judiciales fijen los daños y perjuicios:

a) tendrán en cuenta todos los aspectos pertinentes, como las consecuencias económicas negativas, entre ellas las pérdidas de beneficios, que haya sufrido la parte perjudicada, cualesquiera beneficios ilegítimos obtenidos por el infractor y, cuando proceda, elementos distintos de los factores económicos, tales como el daño moral causado por la infracción al titular del derecho, o

b) como alternativa a lo dispuesto en la letra a), podrán, cuando proceda, fijar los daños y perjuicios mediante una cantidad a tanto alzado sobre la base de elementos como, cuando menos, el importe de los cánones o derechos que se le adeudarían si el infractor hubiera pedido autorización para utilizar el derecho de propiedad intelectual en cuestión.»

Derecho polaco

10 El artículo 79, apartado 1, de la ustawa o prawie autorskim i prawach pokrewnych (Ley sobre derechos de autor y derechos afines a los derechos de autor), de 4 de febrero de 1994 (texto consolidado, Dz. U. de 2006, n.º 90, posición 631), en su redacción vigente en el momento de interponerse el recurso en el litigio principal (en lo sucesivo, «UPAPP»), preveía lo siguiente:

«(1) El titular de los derechos patrimoniales de autor que se hayan visto vulnerados podrá exigir al infractor:

[...]

3. la reparación del perjuicio causado:

a) con arreglo a los principios generales en la materia, o

b) mediante el pago de una cantidad correspondiente al doble o, en el caso de una infracción culposa de sus derechos patrimoniales de autor, al triple de la remuneración adecuada que se habría debido abonar, en el momento de solicitarse, por la autorización para utilizar la obra, concedida por el titular de los derechos;

[...]».

Litigio principal y cuestión prejudicial

11 La SFP es una entidad de gestión colectiva de derechos de autor autorizada en Polonia y facultada para gestionar y proteger los derechos de autor relativos a obras audiovisuales. Por su parte, OTK emite programas de televisión a través de la red de cable en el territorio de la ciudad de Ośwa (Polonia).

12 Tras la rescisión, el 30 de diciembre de 1998, de un contrato de licencia que fijaba las reglas de remuneración entre las partes en el litigio principal, OTK siguió haciendo uso de obras amparadas por los derechos de autor y presentó ante la Komisja Prawa Autorskiego (Comisión de Derechos de Autor, Polonia) una solicitud dirigida, esencialmente, al establecimiento de la remuneración por el uso de los derechos de autor gestionados por la SFP. Mediante resolución de 6 de marzo de 2009, la mencionada Comisión fijó dicha remuneración en el 1,6 % de los ingresos netos, excluido el impuesto sobre el valor añadido, generados por OTK en el marco de su retransmisión de obras por cable, excluyendo determinados gastos en los que ésta incurrió. La propia OTK calculó el importe adeudado sobre esa base y abonó a la SFP la cantidad de 34 312,69 zlotys polacos (PLN) (alrededor de 7 736,11 euros) en concepto de ingresos percibidos en el período comprendido entre el año 2006 y el año 2008.

13 El 12 de enero de 2009, la SFP interpuso recurso contra OTK mediante el que solicitaba, basándose en particular en el artículo 79, apartado 1, punto 3, letra b), de la UPAPP, la prohibición, hasta la celebración de un nuevo contrato de licencia, de la retransmisión por OTK de las obras audiovisuales protegidas, y que se condenase a esta última a abonarle la cantidad de 390 337,50 PLN (88 005,17 euros aproximadamente), más los intereses legales.

14 Mediante sentencia de 11 de agosto de 2009, el S#d Okr#owy we Wrocławiu (Tribunal Regional de Breslavia, Polonia) condenó a OTK a pagar a la SFP la cantidad de 160 275,69 PLN (unos 36 135,62 euros), más los intereses legales, y, esencialmente, desestimó el recurso en todo lo demás. Al desestimarse los recursos de apelación interpuestos por las dos partes en el litigio principal contra esa sentencia, cada parte interpuso un recurso de casación. Mediante sentencia de 15 de junio de 2011, el S#d Najwy#szy (Tribunal Supremo, Polonia) devolvió sin embargo el asunto para su reexamen al S#d Apelacyjny we Wrocławiu (Tribunal de Apelación de Breslavia, Polonia), que, el 19 de diciembre de 2011, dictó una segunda sentencia. Esta última sentencia también fue anulada por el S#d Najwy#szy (Tribunal Supremo) en el marco de un recurso de casación y el asunto fue devuelto de nuevo al S#d Apelacyjny we Wrocławiu (Tribunal de Apelación de Breslavia) para su reexamen. La sentencia dictada por este órgano jurisdiccional fue objeto de un recurso de casación interpuesto por OTK.

15 Habiendo de examinar el asunto por tercera vez en el marco de este último recurso de casación, el S#d Najwy#szy (Tribunal Supremo) tiene dudas en lo que respecta a la conformidad del artículo 79, apartado 1, punto 3, letra b), de la UPAPP con el artículo 13 de la Directiva 2004/48. En efecto, esta disposición de la UPAPP prevé la posibilidad, a solicitud de un titular de derechos patrimoniales de autor que han sido vulnerados, de conceder una indemnización mediante el pago de una cantidad correspondiente al doble o al triple de la remuneración adecuada. Dicha disposición supondría por tanto un tipo de sanción.

16 Por otra parte, el órgano jurisdiccional remitente se plantea la cuestión de si la indemnización, prevista por la Directiva 2004/48, al titular de un derecho patrimonial de autor exige que ese titular aporte la prueba del hecho generador del perjuicio, del perjuicio sufrido y de su magnitud, del nexo de causalidad entre el hecho generador y el perjuicio, así como del carácter culposo de los actos del infractor.

17 En estas circunstancias, el S#d Najwy#szy (Tribunal Supremo) decidió suspender el procedimiento y plantear al Tribunal de Justicia la cuestión prejudicial siguiente:

«¿Puede interpretarse el artículo 13 de la Directiva 2004/48 en el sentido de que el titular de derechos patrimoniales de autor que han sido vulnerados tiene la posibilidad de solicitar la reparación del daño que se le ha ocasionado con arreglo a los principios generales en la materia o bien, sin necesidad de demostrar el perjuicio y el nexo de causalidad entre el hecho que originó la vulneración de los derechos de autor y el perjuicio sufrido, de exigir el pago de una cantidad correspondiente al doble o, en el caso de una vulneración culposa de los derechos de autor, al triple de la remuneración adecuada, a pesar de que el artículo 13 de la Directiva 2004/48 establece que el órgano jurisdiccional resolverá sobre la indemnización por daños y perjuicios teniendo en cuenta los aspectos mencionados en el artículo 13, apartado 1, letra a), y, sólo como alternativa a lo anterior, que podrá fijar los daños y perjuicios, cuando proceda, mediante una cantidad a tanto alzado sobre la base de los elementos mencionados en el artículo 13, apartado 1, letra b), de aquélla? ¿Es posible, conforme al artículo 13 de la Directiva 2004/48, conceder una indemnización a tanto alzado por daños y perjuicios, a solicitud de la parte afectada, cuyo importe esté predefinido y constituya el doble o el triple de la remuneración adecuada, teniendo en cuenta que el considerando 26 de la exposición de motivos de dicha Directiva señala que el objetivo de la misma no es instaurar indemnizaciones punitivas?»

Sobre la cuestión prejudicial

18 Mediante su cuestión prejudicial, el órgano jurisdiccional remitente pregunta, esencialmente, si el artículo 13 de la Directiva 2004/48 debe interpretarse en el sentido de que se opone a una normativa nacional, como la controvertida en el litigio principal, conforme a la cual el titular de un derecho de propiedad intelectual vulnerado puede optar por solicitar a la persona que ha vulnerado ese derecho, bien la reparación del perjuicio que ha sufrido teniendo en cuenta todos los aspectos pertinentes del caso de que se trate, bien, sin que tenga que demostrar el perjuicio efectivo y el nexo de causalidad entre el hecho que origina la vulneración y el perjuicio sufrido, el pago de una cantidad correspondiente al doble o, en caso de vulneración culposa, al triple de la remuneración adecuada que se habría debido abonar por la autorización para utilizar la obra afectada.

19 Con carácter preliminar, procede precisar que, tras la adopción de la resolución de remisión en el presente asunto, la norma nacional controvertida en el litigio principal, a saber, el artículo 79, apartado 1, punto 3, letra b), de la UPAPP, fue declarada parcialmente inconstitucional mediante sentencia del Trybunał Konstytucyjny (Tribunal Constitucional, Polonia) de 23 de junio de 2015, en la medida en que esta disposición permitía al titular de un derecho patrimonial de autor vulnerado reclamar, en el caso de una vulneración culposa, el pago de una cantidad correspondiente al triple de la remuneración adecuada. Así, dado que la resolución del Trybunał Konstytucyjny (Tribunal Constitucional) tiene efectos retroactivos, la cuestión prejudicial, en la medida en que se refiere a una normativa que ha sido declarada inconstitucional, se ha convertido en hipotética y, por tanto, en inadmisibile.

20 Como el órgano jurisdiccional remitente ha mantenido pese a ello su cuestión prejudicial, ésta debe entenderse consecuentemente dirigida a determinar si el artículo 13 de la Directiva 2004/48 debe interpretarse en el sentido de que se opone a una normativa nacional que prevé la posibilidad de reclamar el pago de una cantidad correspondiente al doble de la remuneración adecuada que se habría debido abonar por la autorización para utilizar la obra afectada (en lo sucesivo, «canon hipotético»).

21 Procede destacar, antes de nada, que la Directiva 2004/48, tal como se desprende de su considerando 3, pretende una aplicación efectiva del Derecho sustantivo de propiedad intelectual en la Unión Europea. Así, el artículo 3, apartado 2, de esta Directiva establece,

en particular, que las medidas, procedimientos y recursos previstos por los Estados miembros deberán ser efectivos, proporcionados y disuasorios.

22 Si bien el considerando 10 de la Directiva 2004/48 menciona, en ese contexto, el objetivo consistente en garantizar un nivel de protección de la propiedad intelectual elevado, equivalente y «homogéneo» en el mercado interior, no es menos cierto que la citada Directiva se aplica, como se desprende de su artículo 2, apartado 1, sin perjuicio de los medios establecidos o que puedan establecerse, en particular, en la legislación nacional, siempre que dichos medios sean más favorables a los titulares de derechos. A este respecto, se desprende sin ambigüedad del considerando 7 de esta Directiva que el concepto de «medio» empleado tiene carácter genérico, que incluye el cálculo de los daños y perjuicios.

23 Por ello, y como ya ha declarado el Tribunal de Justicia, la Directiva 2004/48 establece un parámetro mínimo de respeto de los derechos de propiedad intelectual y no impide a los Estados miembros establecer medidas más protectoras (véase la sentencia de 9 de junio de 2016, Hansson, C-481/14, EU:C:2016:419, apartados 36 y 40).

24 Seguidamente, conforme a los considerandos 5 y 6 y al artículo 2, apartado 3, letra b), de la Directiva 2004/48, a efectos de la interpretación de las disposiciones de ésta, deben tomarse en consideración las obligaciones que resultan, para los Estados miembros, de las convenciones internacionales, como el Acuerdo sobre los ADPIC, el Convenio de Berna y la Convención de Roma, que podrían aplicarse al litigio principal. Pues bien, tanto el artículo 1 del Acuerdo sobre los ADPIC como el artículo 19 del Convenio de Berna y el artículo 2 de la Convención de Roma permiten a los Estados contratantes conceder a los titulares de los derechos afectados una protección más amplia que la prevista, respectivamente, por estos instrumentos.

25 Por lo tanto, el artículo 13, apartado 1, párrafo segundo, letra b), de la Directiva 2004/48 debe interpretarse en el sentido de que no se opone a una normativa nacional, como la controvertida en el litigio principal, que prevé que el titular de los derechos patrimoniales de autor que han sido vulnerados puede exigir a la persona que haya vulnerado dichos derechos la reparación del perjuicio causado mediante el pago de una cantidad correspondiente al doble de un canon hipotético.

26 Esta interpretación no puede quedar desvirtuada por el hecho, en primer lugar, de que una indemnización calculada sobre la base del doble del canon hipotético no sea exactamente proporcional al perjuicio sufrido realmente por la parte perjudicada. En efecto, esta característica es inherente a toda indemnización a tanto alzado, como la prevista expresamente en el artículo 13, apartado 1, párrafo segundo, letra b), de la Directiva 2004/48.

27 En segundo lugar, dicha interpretación tampoco queda desvirtuada por el hecho de que la Directiva 2004/48, como se desprende de su considerando 26, no tenga como objetivo imponer una obligación consistente en establecer indemnizaciones punitivas.

28 En efecto, por una parte, contrariamente a lo que parece considerar el órgano jurisdiccional remitente, el hecho de que la Directiva 2004/48 no conlleve la obligación, para los Estados miembros, de prever indemnizaciones llamadas «punitivas» no puede interpretarse como una prohibición de adoptar una medida de esta naturaleza.

29 Por otra parte, y sin que sea necesario pronunciarse sobre la cuestión de si el establecimiento de indemnizaciones llamadas «punitivas» es o no contrario al artículo 13 de la Directiva 2004/48, no parece que la norma aplicable en el litigio principal implique la obligación de pagar tales indemnizaciones.

30 Así, es preciso señalar que el mero pago, en el supuesto de una vulneración de un derecho de propiedad intelectual, del canon hipotético no puede garantizar una indemnización de todo el perjuicio realmente sufrido, dado que el pago de ese canon, por sí solo, no garantiza ni el reembolso de los eventuales gastos vinculados a la investigación e identificación de posibles infracciones, evocados en el considerando 26 de la Directiva 2004/48, ni la indemnización de un posible daño moral (véase, a este último respecto, la sentencia de 17 de marzo de 2016, Liffers, C-99/15, EU:C:2016:173, apartado 26), ni tampoco el pago de intereses por las cantidades adeudadas. En efecto, OTK confirmó, en la vista, que el pago del doble del canon hipotético equivale en la práctica a una indemnización cuyo importe queda por debajo de lo que el titular podría reclamar sobre la base de los «principios generales», en el sentido del artículo 79, apartado 1, punto 3, letra a), de la UPAPP.

31 Ciertamente, no puede excluirse que, en casos excepcionales, la indemnización de un perjuicio calculado sobre la base del doble del canon hipotético exceda de forma tan clara y considerable del perjuicio realmente sufrido, de modo que una solicitud en este sentido podría constituir un abuso de derecho, prohibido por el artículo 3, apartado 2, de la Directiva 2004/48. Se desprende, sin embargo, de las observaciones formuladas por el Gobierno polaco en la vista que, según la normativa aplicable al litigio principal, en dicho supuesto, el juez polaco no estaría vinculado por la solicitud del titular del derecho vulnerado.

32 Por último, en tercer lugar, en lo que atañe a la alegación de que la parte perjudicada, al poder calcular la indemnización por daños y perjuicios sobre la base del doble del canon hipotético, ya no tendría que demostrar el nexo de causalidad entre el hecho que da lugar a la vulneración del derecho de autor y el perjuicio sufrido, procede señalar que tal alegación se basa en una interpretación excesivamente estricta del concepto de «causalidad», conforme a la cual el titular del derecho vulnerado debe establecer un nexo de causalidad entre ese hecho y no sólo el perjuicio sufrido, sino también el importe exacto al que asciende dicho perjuicio. Ahora bien, semejante interpretación es inconciliable con la propia idea de la fijación a tanto alzado de la indemnización por daños y perjuicios y, por ello, con el artículo 13, apartado 1, párrafo segundo, letra b), de la Directiva 2004/48, que permite este tipo de indemnización.

33 Habida cuenta de lo anterior, procede responder a la cuestión planteada que el artículo 13 de la Directiva 2004/48 debe interpretarse en el sentido de que no se opone a una normativa nacional, como la controvertida en el litigio principal, con arreglo a la cual el titular de un derecho de propiedad intelectual vulnerado puede solicitar a la persona que ha vulnerado dicho derecho, bien la reparación del

perjuicio sufrido, tomando en consideración todos los aspectos pertinentes del caso de que se trate, bien, sin que ese titular tenga que demostrar el perjuicio efectivo, el pago de una cantidad correspondiente al doble de la remuneración adecuada que se habría debido abonar por la autorización para utilizar la obra afectada.

Costas

34 Dado que el procedimiento tiene, para las partes del litigio principal, el carácter de un incidente promovido ante el órgano jurisdiccional nacional, corresponde a éste resolver sobre las costas. Los gastos efectuados por quienes, no siendo partes del litigio principal, han presentado observaciones ante el Tribunal de Justicia no pueden ser objeto de reembolso.

En virtud de todo lo expuesto, el Tribunal de Justicia (Sala Quinta) declara:

El artículo 13 de la Directiva 2004/48/CE del Parlamento Europeo y del Consejo, de 29 de abril de 2004, relativa al respeto de los derechos de propiedad intelectual, debe interpretarse en el sentido de que no se opone a una normativa nacional, como la controvertida en el litigio principal, con arreglo a la cual el titular de un derecho de propiedad intelectual vulnerado puede solicitar a la persona que ha vulnerado dicho derecho, bien la reparación del perjuicio sufrido, tomando en consideración todos los aspectos pertinentes del caso de que se trate, bien, sin que ese titular tenga que demostrar el perjuicio efectivo, el pago de una cantidad correspondiente al doble de la remuneración adecuada que se habría debido abonar por la autorización para utilizar la obra afectada.

Firmas

<> Lengua de procedimiento: polaco.

Fuente: <http://curia.europa.eu>. Carácter gratuito y no auténtico.